

EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL d'HILLION SÉANCE du lundi 18 mars 2024

Date de convocation : 12 mars 2024

Date d'affichage : 12 mars 2024

Nombre de Conseillers en exercice : 27

Nombre de Conseillers présents : 23

Nombre de Conseillers votants : 27

L'an deux mille vingt-quatre, le lundi dix-huit mars à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de Madame le Maire.

Étaient présents : A. Guennou – M. Cosson – M. Colas – A. Jégouic – K. Gouessant – V. Rosnarho – H. Bourdonnais – M. Chaplain – G. Kuntz – D. Boulaire – B. Delanoë – V. Rebours – M. Devrand – I. Crézé – E. Allanïc – F. Le Meur – A. Mercier – I. Lévêque – S. Hamon – F. Deniaux – V. Gaudu – E. Guy-Claereboudt & A. Le Texier formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents excusés : W. Macé donnant procuration à V. Rosnarho, A.G. Bertrand donnant procuration à A. Jégouic, S. Rault donnant procuration à M. Devrand, P. Carrière donnant procuration à E. Guy-Claereboudt.

Était absent :

Madame Morgane Colas est nommée secrétaire et Madame Aurélie Le Texier, secrétaire adjointe.

OBJET :

INSTAURATION DE L'INDEMNISATION DES CONGÉS ANNUELS NON PRIS EN CAS DE FIN DE RELATION DE TRAVAIL

Rapporteur : Morgane COLAS, Adjointe chargée de l'Administration Générale, des Finances et des Ressources Humaines

Conformément au Code Général de la Fonction Publique, le statut affirme que les agents titulaires ne peuvent prétendre au versement d'une indemnité compensatrice en cas de congés non pris.

La jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union Européenne et le juge administratif français décident que, lors d'une cessation de la relation de travail (retraite pour invalidité, décès, mutation, licenciement pour inaptitude physique, indisponibilité physique, décès...), les congés annuels non pris en raison d'arrêts pour maladie, doivent désormais être indemnisés.

Ainsi, les congés annuels non pris avant la fin de la relation de travail du fait de la maladie doivent faire l'objet d'une indemnisation dans les limites suivantes :

- L'indemnisation maximale est fixée à 20 jours maximum par année civile pour 5 jours de travail par semaine ;
- L'indemnisation se fait selon une période de report limitée à 15 mois après le terme de l'année au cours de laquelle les congés ont été générés.

Lorsque l'agent a pu bénéficier d'une partie de ses congés annuels, l'indemnité compensatrice est proportionnelle au nombre de jours de congés annuels dus et non pris.

Les agents qui n'ont pas pu prendre tous leurs congés avant la cessation de la relation de travail, pour des motifs indépendants de leur volonté et tirés de l'intérêt du service, ont également droit au paiement de ces congés.

Enfin, le juge européen reconnaît, pour les congés annuels non pris en raison du décès de l'agent, une indemnisation en faveur de ses ayants droit.

En l'absence de précisions réglementaires et jurisprudentielles, les collectivités peuvent calculer l'indemnisation des jours de congés annuels non pris par un fonctionnaire en retenant notamment soit :

- Les modalités prévues par l'article 5 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 pour les agents contractuels. L'indemnité compensatrice est égale au dixième de la rémunération totale brute perçue par l'agent lors de l'année en cours. Lorsque l'agent a pu bénéficier d'une partie de ses congés annuels, l'indemnité compensatrice est proportionnelle au nombre de jours de congés annuels dus et non pris. L'indemnité ne peut être inférieure au montant de la rémunération que l'agent aurait perçue pendant la période de congés annuels dus et non pris.
- En référence au montant forfaitaire prévu par l'arrêté du 28 août 2009 pris pour l'application du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 modifié portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature correspondant à la catégorie à laquelle appartenait l'agent :
 - o Catégorie A : 150 euros par jour,
 - o Catégorie B : 100 euros par jour,
 - o Catégorie C : 83 euros par jour.

Ces montants sont applicables au 1^{er} janvier 2024.

L'indemnité est soumise aux mêmes retenues que la rémunération de l'agent.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux, notamment l'article 5 ;

Vu la directive 2003/88/CE du Parlement européen du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail ;

Vu la circulaire en date du 8 juillet 2011 n°COTB1117639C, relative à l'incidence des congés de maladie sur le report des congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;

Vu l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union Européenne du 3 mai 2012, dans l'affaire C-337-10, qui reconnaît l'obligation de versement de l'indemnité compensatrice des congés annuels non pris en cas de fin de relation de travail et de nécessité de service ;

Vu l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union Européenne du 6 novembre 20218, affaires jointes C569/16 et C570/16 reconnaissant une indemnisation en faveur des ayants-droits d'un agent titulaire décédé ;

Vu les jurisprudences administratives, et notamment celles du Conseil d'état qui font application de ce principe ;

Considérant la situation d'un fonctionnaire partant à la retraite et n'ayant pu solder ses congés annuels pour cause d'indisponibilité physique ;

Considérant l'article 5 du décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels de fonctionnaires stipulant « qu'un congé non pris ne donne lieu à aucune indemnité compensatrice » ;

Considérant la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) posant une exception en cas de fin de relation de travail, et limitant l'indemnisation d'au moins quatre semaines par année (directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003),

Considérant qu'en l'absence de précisions juridictionnelles, les collectivités peuvent calculer l'indemnisation des jours de congés annuels non pris par un fonctionnaire en retenant les modalités prévues par l'article 5 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 pour les agents contractuels ou sur la base du dernier salaire de base ;

Considérant toutefois que dans l'attente de l'évolution de la réglementation nationale, la jurisprudence interne reconnaît, sous l'influence de la jurisprudence européenne, le report et l'indemnisation des congés annuels non pris, en raison de nécessités de service ou d'un placement en congé de maladie, lors d'une cessation de la relation de travail (*retraite pour invalidité, décès, mutation*) ;

Considérant la volonté de Madame le Maire d'indemniser les jours de congés annuels des agents radiés des effectifs et n'ayant pas été en mesure de solder leurs congés annuels pour cause d'indisponibilité physique, licenciement pour inaptitude physique, retraite pour invalidité, décès, mutation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- **D'AUTORISER l'indemnisation des congés annuels non pris pour les agents titulaires et contractuels radiés des cadres et n'ayant pas été en mesure de solder leurs congés annuels, lors de la cessation de la relation de travail en raison : de la maladie, de l'inaptitude physique, de motifs tirés de l'intérêt du service, du décès de l'agent, d'une mutation ;**
- **D'AUTORISER l'indemnisation maximale dans la limite de 20 jours par année civile pour 5 jours de travail par semaine ; l'indemnisation est basée sur une période de report limitée à 15 mois après le terme de l'année au cours de laquelle les congés annuels ont été générés. A l'expiration de cette période, le droit au congé annuel à indemniser s'éteint. Les congés annuels non pris susceptibles d'être indemnisés sont décomptés, à la date de fin de la relation de travail (radiation effective), en fonction des congés annuels acquis à cette date au titre de l'année en cours, qui n'ont pas été pris, et en fonction, le cas échéant, des congés non pris au titre des années précédentes, dans la limite des 15 mois ci-dessus mentionnés ;**
- **D'APPLIQUER les forfaits de monétisation prévus pour l'indemnisation des jours mis sur un compte épargne temps dont les montants applicables sont ceux prévus pour la fonction publique d'Etat et sont fixés forfaitairement par catégorie statutaire :**
 - **Catégorie A : 150 euros par jour,**
 - **Catégorie B : 100 euros par jour,**
 - **Catégorie C : 83 euros par jour.**

Ces montants sont applicables au 1^{er} janvier 2024.
- **De PRÉVOIR et INSCRIRE les crédits correspondants au budget.**

Annie GUENNOU,
Maire.

